



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

# Déclaration liminaire de la FSU Oise CDEN de mardi 17 octobre

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Comme vous le savez toutes et tous, vendredi 13 octobre à Arras, l'un de nôtres a été tué. Les organisations syndicales de l'éducation de l'Oise (FSU, Unsa, Sgen-CFDT, FO, Sud éducation, CGT éducation) sont aux côtés la famille de Dominique Bernard, de tous ses proches, de ses collègues et des élèves de la cité scolaire Gambetta-Carnot à Arras. Nos pensées vont également aux victimes blessées et à leurs familles, qu'ils se remettent au plus vite. C'est en ce sens que notre intersyndicale a organisé des rassemblements partout dans l'Oise hier soir devant les lycées du département. Nous sommes dévastés par cet attentat terroriste au sein d'un établissement scolaire, un attentat ouvertement dirigé contre l'école publique, laïque et ses personnels. Trois ans après l'assassinat de notre collègue Samuel Paty dont la mémoire nous accompagne bien au-delà des commémorations qui lui sont dues, l'école publique, laïque et ses personnels sont une nouvelle fois la cible d'actes criminels. Nos collègues en tentant de s'opposer à l'assaillant ont pensé avant tout à protéger les élèves et les personnels de l'établissement.

Nous condamnons tous les discours et toutes les polémiques qui tentent de récupérer cet événement tragique. L'idéal républicain de l'école publique et laïque : faire grandir et réussir tous les élèves ensemble quels qu'ils soient et où qu'ils soient, ne peut reposer seulement sur des personnels toujours moins nombreux, toujours moins reconnus, toujours moins considérés. Pour nous, l'école de la République n'est pas qu'un idéal à convoquer ponctuellement. Il faut des actes pour assurer la protection, le respect et la valorisation de nos personnes comme de nos métiers. Nous attendons donc de la part de l'État un soutien concret et complet. Cette période de deuil et d'hommages à nos collègues assassinés parce qu'ils faisaient leur métier, ne peut rester sans suite. Ce métier est le nôtre, un métier que nous faisons toutes et tous ici pour transmettre des savoirs, pour apprendre à grandir, à travailler et à échanger avec les autres, pour émanciper par les connaissances, pour libérer des carcans par l'esprit critique. Par-delà l'appréhension qui nous saisit, nous continuerons à l'exercer toujours avec détermination et fierté pour opposer à l'obscurantisme notre confiance en la jeunesse et en l'humanité.

Aujourd'hui, mardi 17 octobre 2023 ce n'est pas n'importe quelle journée : c'est la journée mondiale du refus de la misère. Journée célébrée tous les ans depuis 1992, date à laquelle elle a été reconnue par les nations unies. Journée symbolique donc puisqu'avec le soutien d'ATD quart-monde, les enseignant-es sont invité-es, par le ministère (!) à réfléchir avec leurs élèves sur le thème de cette année « **"La dignité en action : travail décent et protection sociale"** ». Merci donc d'avoir réuni ce CDEN en ce jour car comme vous l'avez vu en entrant ce matin devant la préfecture un rassemblement était organisé par le collectif départemental auprès des personnes à la rue. Madame la préfète, nous sommes inquiet-es, très inquiet-es et le mot est encore trop faible : tous les soirs nous comptons des dizaines d'enfants qui sont à la rue à Beauvais, Creil, Compiègne ou encore Noyon. Des enfants et leur famille en âge d'être scolarisé-es, ou non. Nous considérons qu'il y a une défaillance de l'état dans la protection de ces personnes et nous vous demandons d'intervenir au plus vite pour que l'ensemble de ces enfants et leurs familles soient placés en sécurité et que l'on ne voit plus des enfants faire leurs devoirs sur les trottoirs.

Ce CDEN s'inscrit dans une rentrée scolaire sociale et professionnelle particulière. Après des mois de luttes contre une réforme des retraites que nous dénonçons et refusons toujours, le pacte fait son apparition dans les écoles et établissements. Se voulant répondre à la bassesse des salaires, à la hausse de l'inflation ou encore à l'attractivité dégringolante des métiers de l'enseignement, il s'inscrit dans une politique d'individualisation des carrières et des salaires que nous contestons. Il crée des tensions au sein des écoles, individualise encore plus la relation hiérarchique et des pressions qui peuvent être mises sur les agent-es pour prendre une ou plusieurs briques. Ces politiques de management du service public lui sont dévastatrices et ne permettent pas à notre service public de rendre correctement sa mission. Mais peut-être est-ce voulu ? À l'instar des Postes et télécommunication, des chemins de fer ou de la santé publique : détruire un service public pour ensuite expliquer qu'il ne fonctionne pas et ainsi le privatiser petit à petit.

L'inflation touche évidemment l'ensemble de la société et particulièrement les bas salaires qui sont nombreux à travailler auprès des jeunes et des enfants : iels sont AESH, iels sont Atsem ou agent-es d'animation ou d'accueil dans les écoles, collèges et lycées de notre département. Ces agent-es qui accomplissent des missions essentielles et qui sont si pourtant tant *déconsidéré-es*. Une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, que nous aurions souhaité, à la FSU, être inscrite dans la durée et dans les salaires de tous les fonctionnaires ou assimilés, est versée à l'éducation nationale (comme pour toute la FPE) mais quid de nos collègues de la territoriale ? Les collectivités territoriales de l'Oise la mettra-t-elle en place ? C'est ce que nous réclamons évidemment.

Et puis enfin, pour finir sur une bonne nouvelle. Car il y en a. à la rentrée 2014, la DSDEN de l'Oise décidait de fermer les classes de 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Segpa des collèges de Brenouille et Jean de la fontaine à Crépy-en-Valois. Il y a 9 ans donc l'éducation nationale, sans bilan, sans raisons et malgré le refus des personnels, décide de priver des enfants en grande difficulté scolaire d'un dispositif adapté à leurs besoins. Aujourd'hui en cette rentrée 2023, une classe rouvre à Crépy non sans mal et après des années d'interventions et la FSU salue encore la pugnacité de nos camarades de la FCPE, mais sérieusement, n'aurions-nous pas pu éviter cette situation ? N'auriez-vous pas pu prendre le temps d'étudier la situation, de vérifier toutes les conséquences que ces fermetures pour notre service public ? Oui, se concerter prend du temps : il faut débattre, s'écouter, argumenter, entendre des avis divergents, accepter la contradiction. C'est fastidieux et cela a un coût, à tous les niveaux. Mais c'est pourtant tellement nécessaire au risque de créer et renforcer des tensions sociales :

- **quand il s'agit** de l'avenir du transport de marchandises avec la construction d'un canal dit « Seine-Nord » qui participe à détruire l'environnement ;
- **quand il s'agit** de gestion des personnels, et notamment des plus précaires qui par exemple n'ont, pour beaucoup d'AESH, pas reçu de salaire en septembre mais juste un acompte, il faut agir et les considérer et leur donner un vrai statut ;
- **quand il s'agit** de parler de démocratie, de laïcité (sans la dévoyer ni l'utiliser à des fins partisans ou électoraliste), de vivre ensemble, il faut faire œuvre de pédagogie et non d'exclusion et surtout ne pas créer de fausses polémiques comme celle lancée sur les abayas en cette rentrée ;
- **quand il s'agit** de penser le réseau scolaire d'une commune, de fermer, d'ouvrir des écoles, des Segpa, des établissements médicaux sociaux et nous y reviendrons dans le débat, il faut faire œuvre de démocratie et de transparence.